



12^{EME} ASSEMBLEE CONSULTATIVE DES PARLEMENTAIRES

SUR LA COUR PENALE INTERNATIONALE ET L'ÉTAT DE DROIT (ACP-CPI)

43^{EME} FORUM ANNUEL DE L'ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES

4-5 novembre 2022
Congrès de la Nation argentine
Buenos Aires

Agenda

JOUR I – 4 novembre 2022

9:30-11:00 Session d'ouverture

Député Eduardo Valdés (Argentine), Président, Comité des relations extérieures, Chambre des députés de la Nation

Sénatrice Lucila Crexell (Argentine), Présidente du Groupe national de PGA en Argentine

S.E. M. Santiago Cafiero, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce International et du Culte de la République d'Argentine

Hon. Kasthuri Patto, députée (Malaisie), Présidente de l'Action Mondiale des Parlementaires (PGA)

Juge Silvia Fernández de Gurmendi, Présidente de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) ; ancienne Présidente de la CPI

Allocutions par le Juge Piotr Hofmański, Président de la Cour pénale internationale

Session de questions-réponses avec le Président de la CPI

11:00-11:30 *Pause-café et photographies de groupe virtuelles et en personne*

11:30-12:00 *Débat ouvert avec le Président de l'Assemblée des États Parties et le Président de la CPI*

12:00-13:00 **Session spéciale avec le Procureur de la Cour pénale internationale sur toutes les situations et affaires faisant l'objet d'un examen préliminaire ou d'une enquête par la CPI** (*Afghanistan, Darfour/Soudan, Géorgie, Guinée, Libye, Mali, Nigéria, Ouganda, Palestine, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Ukraine, Venezuela*)

12:00-12:20 *Présentation et enregistrement vidéo par :*

M. Karim A. A. Khan QC, Procureur de la Cour pénale internationale [*par enregistrement vidéo*]

12:20-12:35 *Observations finales sur la session d'ouverture par M. Boris Dittrich, sénateur (Pays-Bas), Président, Comité sénatorial permanent des affaires intérieures ; Membre du Comité exécutif et Coordinateur, Programme Droit international et droits de l'Homme, PGA*

12:35-14:00 *Pause-déjeuner*

14:00-16:00 Panel 1. Opportunités et défis pour la justice pénale internationale

Modérateurs : **S.E. M. Christian Wenaweser**, Représentant permanent du Liechtenstein aux Nations Unies ; ancien Président de l'Assemblée des États Parties et de la Conférence de révision du Statut de Rome de Kampala ; *Président, Comité consultatif des Nations Unies pour PGA [par lien vidéo]*

Mme Petra Bayr, députée (Autriche), Rapporteuse générale contre le racisme et l'intolérance, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; Présidente, Sous-commission pour la coopération au développement, Conseil national d'Autriche ; *Membre du Comité exécutif et trésorière, PGA*

2022 : Une année de réformes – Enseignements tirés de l'examen de la CPI par des experts indépendants

14:10-14:20 **Mme Minou Tavárez Mirabal**, Présidente, Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de la CPI ; ancienne membre de la Chambre des députés de la République dominicaine ; *ancienne Présidente de PGA*

14:20-14:30 **Juge Richard Goldstone**, Président, Groupe d'experts indépendants de la CPI ; ancien Procureur, Tribunaux pénaux internationaux pour l'Ex Yougoslavie et le Rwanda (TPIY/TPIR) ; Juge émérite, Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud *[par lien vidéo]*

14:30-14:40 *Débat ouvert, modéré par Mme Petra Bayr, députée (Autriche)*

La Paralysie du Conseil de sécurité face aux crimes d'atrocité et aux échecs de la communauté internationale : que peuvent faire les législateurs pour la prévention des atrocités et le principe de responsabilité ?

14:40-14:50 **M. Ben Cardin, sénateur (États-Unis)**, Membre de haut rang, Comité des relations étrangères ; Membre, Sous-comité sur l'hémisphère occidental, la criminalité transnationale, la sécurité civile, la démocratie, les droits humains et les questions mondiales relatives aux femmes *[par lien vidéo]*

14:50-15:00 **M. Ali Ehsassi, député (Canada)**, Président, Groupe parlementaire multipartite pour la prévention du génocide et d'autres crimes contre l'humanité ; *Président du Groupe national de PGA au Canada et membre du Comité exécutif de PGA*

15:00-15:10 *Débat ouvert, modéré par Mme Petra Bayr, députée (Autriche)*

Le Système du Statut de Rome : Pierre angulaire du cadre international pour la paix et la sécurité dans le monde

15:10-15:20 **Hon. Miriam Solaimankhil, députée (Afghanistan)**, élue parlementaire en exil ; *Membre de PGA*

15:20-15:30 **Mme Margarita Stolbizer, députée (Argentine)**, Fondatrice et Présidente du parti politique *Generación para un Encuentro Nacional* ; *ancienne Présidente de PGA*

15:30-15:40 *Débat ouvert modéré par Mme Margarita Stolbizer, députée (Argentine), Fondatrice et Présidente du parti politique Generación para un Encuentro Nacional ; ancienne Présidente de PGA*

15:40-15:50 *Pause-café*

15:50-17:00 Panel 2. Universalité du Statut de Rome et élargissement du cadre du droit international pénal

Introduction : **M. Eduardo Valdés, député (Argentine)**, Président, Comité des relations extérieures, Chambre des députés de la Nation

- 15:50-16:00 **S.E. Beth Van Schaack**, Ambassadrice itinérante pour la justice pénale mondiale, Département d'État des États-Unis
- 16:00-16:10 **Hon. João Vieira, député (Guinée-Bissau)**, *Président du Groupe national de PGA en Guinée-Bissau* ; ancien Secrétaire d'État aux Transports et aux Télécommunications (opposition)
- 16:10-16:20 **Dr Angela Brown Burke, députée (Jamaïque)**, Présidente du Parti national du peuple (PNP) ; ancienne Vice-présidente du Sénat ; ancienne maire de Kingston ; *membre du Comité exécutif de PGA* (opposition)
- 16:20-16:30 **Dr Galyna Mykhailiuk, députée (Ukraine)**, Vice-présidente, Commission parlementaire sur l'application de la loi ; *Membre de PGA*
- 16:30-16:40 **Mme Oleksandra Matviychuk**, Présidente du *Centre for Civil Liberties* d'Ukraine, organisation lauréate du prix Nobel de la paix 2022
- 16:40-16:50 *Débat ouvert, modéré par l'Hon. Naveed Qamar, député (Pakistan), ministre fédéral du Commerce et de l'Investissement, gouvernement du Pakistan ; Président du Conseil international de PGA*
- 16:50-17:00 *Résumé et observations finales sur la première journée de l'ACP-CPI :*
Dr David Donat Cattin, Secrétaire général de PGA

Cérémonie du Prix du Défenseur de la démocratie de PGA

Accueillie par les Affaires mondiales Canada

20:00-23:00 [Sur invitation seulement](#)

JOUR II - 5 novembre 2022

- 9:30-10:30 Panel 3. Réformer les législations nationales pour assurer leur conformité avec le Statut de Rome : poursuites nationales des atrocités internationales**
- Introduction : **M. Jorge Cálix, député (Honduras)**, *Membre du Comité exécutif de PGA* ; Professeur de droit, *Universidad Tecnológica Centroamericana* (UNITEC)
- 9:30-9:40 **Mme Béatrice Epaye, députée (République centrafricaine)**, Présidente de la Commission des Affaires étrangères ; *Présidente, Groupe national de PGA en RCA et ancienne membre du Comité exécutif*
- 9:40-9:50 **M. Emilio Álvarez Icaza, sénateur (Mexique)** ; Secrétaire, Commission des droits humains, des aires métropolitaines et de la mobilité ; *Membre de PGA*
- 9:50-10:00 **Mme Romina Morello**, Conseillère juridique régionale pour les Amériques, les Caraïbes et le Panama, Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- 10:00-10:10 **Mme Marie Toussaint, députée européenne (France)**, Vice-présidente du Groupe des Verts/Alliance libre européenne ; membre de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, de la Commission des affaires juridiques ; membre de la Délégation pour les relations avec les États-Unis ; *membre de PGA [par lien vidéo]*
- 10:10-10:20 **Dr Luis Fondebrider**, Fondateur de l'équipe argentine d'anthropologie médico-légale, Directeur adjoint de l'unité médico-légale, CICR

10:20-10:30 *Débat ouvert modéré par M. Jorge Cáliz, député (Honduras)*

10:30-10:40 *Pause-café*

10:40-11:50 Panel 4. Coopération effective des États et défis encourus par l'État de droit international

Introduction : **Lord Jeremy Purvis of Tweed (Royaume-Uni)**, coprésident et titulaire de charge publique, groupes parlementaires de tous les partis sur la réforme constitutionnelle, les objectifs mondiaux, les droits humains et la participation démocratique, *Membre de PGA*

10:50-11:00 **Mme Esther Cuesta, députée (Équateur)**, Présidente, Commission parlementaire pour les droits de la mobilité des personnes ; membre, Commission pour la protection intégrale des enfants et des adolescents ; *Membre du Comité exécutif de PGA*

11:00-11:10 **M. Fabio Massimo Castaldo, député européen (Italie)**, Président, *Groupe de PGA au Parlement européen [par enregistrement vidéo]*

11:10-11:20 **M. Hugo Relva**, Conseiller juridique, Amnesty International ; membre, Groupe d'experts sur un mécanisme d'enquête international permanent (SIIM), Commission internationale de juristes (2022)

11:20-11:30 **Pre Federica D'Alessandra**, directrice adjointe, *Blavatnik School of Government's Institute for Ethics, Law, and Armed Conflict* (ELAC), Université d'Oxford ; directrice exécutive et fondatrice du programme d'Oxford sur la paix et la sécurité internationales à l'ELAC ; affiliée académique, Institut Bonavero des droits de l'homme ; membre du comité directeur, *Oxford Network of Peace Studies [par lien vidéo]*

11:30-11:40 **Mme Rosana Bertone, députée (Argentine)**, Vice-présidente de la Commission des affaires étrangères ; *Membre de PGA*

11:40-11:50 *Débat ouvert, modéré par M. Fernando Iglesias, député (Argentine), Président du Comité MERCOSUR de la Chambre des députés de la Nation ; secrétaire, Groupe national de PGA en Argentine*

11:50-12:45 *Pause-déjeuner*

12:45-13:45 Panel 5. Rôle des législateurs dans la prévention des atrocités : le recul démocratique, précurseur des violations flagrantes des droits humains ?

Introduction : **M. Ramiro Gutiérrez, député (Argentine)**, Président, Comité sur la sécurité, Chambre des députés de la Nation ; membre, *Groupe national de PGA en Argentine*

12:45-12:55 **Hon. Arthur Holder, député (Barbade)**, Président de la Chambre des représentants ; *Membre de PGA*

12:55-13:05 **Hon. Rozaina Adam, députée (Maldives)**, Membre, fondatrice et Présidente de l'Équipe parlementaire de réponse rapide (EPRR) ; *membre du Comité exécutif de PGA*

13:05-13:15 **S.E. M. Aung Kyi Nyunt, député (Myanmar)**, Président, Comité représentant l'Assemblée de l'Union (CRPH) *[par lien vidéo]*

13:15-13:25 *Débat ouvert, modéré par M. Ramiro Gutiérrez, député (Argentine)*

13:30-14:40 Panel 6. Rôle du droit international dans la réalisation de sociétés durables, pacifiques et inclusives – Prévenir les discours de haine, de violence et de discrimination, y compris sur la base de l'orientation sexuelle et de l'expression de l'identité de genre

Modératrice : **Hon. Millie Odhiambo, députée (Kenya)**, ancienne Présidente de la Coalition contre la violence à l'égard des femmes, Kenya ; *membre du Comité exécutif de PGA*

13:40-13:50 **M. Juan Dionicio Rodríguez Restituyo, député (République dominicaine)**, *Membre de PGA*

- 13:50-14:00 **Mme Gladys Esther González, sénatrice (Argentine)**, Présidente, Commission environnement et développement durable ; membre, Caucus des femmes ; *Membre, Groupe national de PGA en Argentine*
- 14:00-14:15 *Débat ouvert, modéré par l'Honorable Millie Odbiambo, députée (Kenya)*
- 14:15-14:35 *Pause-café*
- 14:35-15:15 Panel 7. 24 février 2022 - Le cas de l'Ukraine : la survie de l'humanité est-elle en jeu ?** Analyse de la conduite des hostilités sur un territoire comptant 15 centrales nucléaires
- Introduction : **Dr David Donat Cattin**, Secrétaire général de PGA
- 14:35-14:45 **Dr Rafael Mariano Grossi**, Directeur général, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) [*allocution par enregistrement vidéo*]
- 14:45-14:55 **Pr Dr Claus Kress**, Directeur, *Institute of International Peace and Security Law*, Université de Cologne, Allemagne ; Conseiller spécial du Procureur de la CPI pour le crime d'agression ; Coprésident, Comité sur le recours à la force, *International Law Association* (ILA)
- 14:55-15:05 **Pre Jennifer Trahan**, Directrice de la filière droit international et droits humains, *Center for Global Affairs, New York University* (NYU) ; Présidente du Groupe des conseillers, *Global Institute for the Prevention of Aggression* (GIPA) [*par lien vidéo*]
- 15:05-15:15 *Débat ouvert modéré par le Dr David Donat Cattin, Secrétaire général de PGA*
- 15:15-15:30 **Résumé de la deuxième journée de l'ACP-CPI par le Secrétariat de PGA** et présentation du **Projet de Plan d'action de Buenos Aires sur l'action mondiale pour la justice internationale et contre l'impunité** par le sénateur *Boris Dittrich* (*Coordinateur, Programme sur le Droit internationale et les Droits de l'Homme de PGA*)
- 15:30-15:50 **Réflexions, débat ouvert et adoption éventuelle du Plan d'action de Buenos Aires sur l'action mondiale**, *discussion modérée par l'Hon. Kasthuri Patto, députée (Présidente de PGA) et la sénatrice Lucila Crexell (Présidente, Groupe national de PGA en Argentine)*
- 15:50-16:00 *Observations finales par M. Ramiro Gutiérrez, député (Argentine), Président, Comité sur la sécurité, Chambre des députés de la Nation ; membre, Groupe national de PGA en Argentine*

FIN DE LA 12^{ème} ACP-CPI et 43^{ème} FORUM ANNUEL DE PGA

À propos de la 12^{ème} ACP-CPI

En créant la CPI en 1998, à Rome, les États ont mis en place un mécanisme permettant de prévenir les atrocités ayant marqué le siècle dernier. Pourtant, la tragique guerre d'agression contre l'Ukraine et les atrocités commises dans de nombreux autres pays en Afrique, dans les Amériques, en Asie et au Moyen-Orient, démontrent non seulement que les abus de pouvoir et les graves violations des droits humains se poursuivent, mais aussi qu'ils demeurent d'actualité. De telles situations provoquent des conflits infligeant d'immenses souffrances pour les populations, elles-mêmes exacerbées par les conséquences dévastatrices de la pandémie de COVID-19. Avec la multiplication des atrocités et des conflits, c'est la survie même de l'humanité qui est menacée si ces derniers dégénèrent en troisième guerre mondiale : aujourd'hui plus que jamais, mettre fin à l'impunité des auteurs d'atrocités représente un impératif pour la communauté internationale. Or, la CPI est la seule juridiction internationale permanente compétente en matière de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crime d'agression.

L'idée de faire de la CPI la pièce maîtresse d'un ordre mondial fondé sur l'État de droit, a été adoptée par la majorité des petites et moyennes puissances du monde (123 États parties), tandis que les superpuissances ont décidé de ne pas participer au système de lutte contre l'impunité de Statut de Rome (Chine, Inde, Russie et les États-Unis d'Amérique). Dans ce contexte, la 12^{ème} ACP-CPI a pour objectif de contribuer à inverser la tendance mondiale de ces deux dernières décennies, qui ont été témoins de graves violations du droit international, des droits humains et de la démocratie, tout en réaffirmant le rôle central du principe de la responsabilité pénale individuelle dans les relations internationales et les affaires intérieures des États.

L'ACP-CPI est le seul rassemblement mondial de haut niveau de dirigeants politiques se concentrant uniquement sur la justice internationale et l'État de droit. Depuis 2002, ces réunions ont représenté une occasion unique pour les législateurs de toutes les régions du monde, de discuter et développer des stratégies visant à renforcer la justice internationale et nationale, mais aussi à prévenir les crimes internationaux et à sauvegarder les droits des victimes et des accusés. L'impact des délibérations ayant eu lieu au sein des ACP-CPI précédentes a été démontré par les réalisations des membres de PGA qui ont, à ce jour, contribué à la ratification du Statut de Rome par 78 États et joué un rôle clé dans le processus législatif national visant à la mise en œuvre du Statut de Rome dans 37 États.

L'action des législateurs est essentielle et peut être déterminante grâce à l'existence d'un dialogue avec leurs pairs ainsi qu'avec des experts pour discuter des stratégies et réponses efficaces à apporter, pour renforcer les institutions judiciaires et démocratiques et trouver des solutions adéquates aux violations des droits humains et aux guerres d'agression. Depuis la création de la CPI en 1998 et son entrée en vigueur en 2002, la communauté internationale s'est engagée à enquêter et à poursuivre les individus responsables de crimes internationaux. Alors que le travail de la CPI doit faire face à des défis, le système du Statut de Rome a besoin du soutien des parties prenantes pour remplir efficacement son mandat : il n'y aura jamais de paix durable sans justice.

À propos de PGA

Habiliter et mobiliser les législateurs comme défenseurs des droits humains, de la démocratie et d'un monde durable

L'[Action Mondiale des Parlementaires](#) (PGA) est le plus grand réseau international non gouvernemental et multipartite, d'environ 1 200 législateurs agissant à titre individuel dans 132 parlements, pour un ordre mondial fondé sur des règles et dans lequel la force de la loi remplace le droit de la force. PGA est un réseau parlementaire durable et indépendant, obtenant des résultats depuis plus de 40 ans. Les membres de PGA - qui ont créé l'organisation et exercent un pouvoir de décision sur le choix de ses objectifs et priorités - sont les artisans du changement les plus actifs dans leurs parlements. En utilisant une méthodologie de "pairs à pairs" et des stratégies spécifiques à chaque pays, PGA éduque, sensibilise et renforce la capacité technique des parlementaires à prendre des initiatives concrètes et des actions législatives pour atteindre les objectifs des campagnes menées par l'organisation. PGA soutient les parlementaires individuels dans leurs contextes nationaux et leurs parlements, avant de mettre à profit cette capacité avec son réseau international afin de soutenir la démocratie, les droits humains et la paix. La vision de PGA est de contribuer à la création d'un ordre international fondé sur des règles pour un monde plus équitable, sûr, durable et démocratique. PGA est la seule organisation parlementaire dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et le seul réseau parlementaire dont le siège se situe à New York. Le bureau de PGA à La Haye, aux Pays-Bas, favorise la coopération avec les organisations internationales basées dans cette même ville, notamment la CPI.

PGA est soutenue par une structure de groupes nationaux multipartites dans des parlements du monde entier, ce qui crée une durabilité et une saisie des problématiques au niveau national. Actuellement, PGA a des groupes dans les parlements suivants : Albanie, Argentine, Australie, Burkina Faso, Canada, Chili, Équateur, Honduras, Inde, Iraq, Italie, Kenya, Malaisie, Mozambique, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Parlement européen, Pays-Bas, République bolivarienne du Venezuela, République de Cabo Verde, République centrafricaine, République dominicaine, République de Gambie, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sao Tomé-et-Principe, Suriname, Suède, Trinité-et-Tobago, Ukraine et Zimbabwe.

Cette Assemblée est rendue possible grâce au soutien de

Pays-Bas
Suisse
Liechtenstein



Et au soutien essentiel donné à PGA par

Stewart R. Mott Foundation

Suède (Sida) & Danemark (ministère des Affaires étrangères)